Valdis Dombrovskis, Premier ministre de centre-droit de Lettonie, renforcé par sa victoire électorale de samedi, a offert lundi une place au sein du gouvernement à l'opposition de gauche issue de la minorité russophone. © EPA.

Diplomatie / Bruxelles accueille le huitième sommet Union européenne – Asie

Wen Jiabao se veut maître du jeu

L'ESSENTIEL

- Le Premier ministre chinois a rejeté les appels à l'appréciation du yuan.
- Ce week-end, Il a offert un soutien très intéressé à la Grèce.

TRADITIONNELLE photo de famille sous les lambris du Palais royal : une assemblée conséquente... © AFP.

Pas moins de 36 chefs d'État ou de gouvernement, dix ministres des Affaires étrangères, un important dispositif de sécurité : le huitième sommet Europe-Asie (ASEM) s'est ouvert, lundi après-midi, à Bruxelles. Si Angela Merkel, la chancelière allemande, Nicolas Sarkozy, le président français, Lee-Myung-Bak, son homologue sud-coréen, ou Naota Kan, le Premier ministre japonais, avaient fait le déplacement, c'est le Premier ministre chinois Wen Jiabao qui faisait figure d'invité vedette du sommet bruxellois.

Le dirigeant chinois a passé le week-end à Athènes, où il ne s'est pas contenté de visiter l'Acropole avec son homologue grec, Georges Papandréou. La Chine envisage en effet de faire de la Grèce sa porte d'entrée principale sur le grand marché européen. Et, pour ce faire, elle a signé des accords permettant le développement des investissements chinois en Grèce, dont les plus importants portent sur le port du Pirée. Wen Jiabao a également annoncé la création d'un fonds de 5 milliards de dollars pour soutenir l'achat de bateaux chinois par les armateurs grecs. En échange, il s'est engagé à acheter des obligations grecques quand la Grèce décidera de revenir sur les marchés financiers, peut-être dès 2011.

Si la Commission européenne s'est officiellement félicitée de ce soutien apporté à la Grèce, il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que la démarche chinoise n'est pas désintéressée. Ce qui, en soi, n'a rien de condamnable : dans une Union européenne qui a bien du mal à traduire en actes la nécessaire solidarité qui devrait être mise en œuvre entre ses membres, qui pourrait reprocher à la Chine de profiter des grandes difficultés du « maillon faible » pour avancer ses pions sur le Vieux Continent ?

D'autant que les sujets de friction ne manquent pas, et notamment le taux de change du yuan, que les Européens, comme les Américains, estiment sous-évalué, mais aussi l'accès aux marchés, les droits de la propriété intellectuels, la réforme du Fonds monétaire international (FMI) ou la lutte contre le réchauffement climatique.

Fin de non-recevoir

Ce lundi, à Bruxelles, le Premier ministre chinois a rapidement mis les points sur les « i », s'agissant du taux de change de la monnaie chinoise, un sujet tabou pour Pékin, qui, officiellement, ne figurait pas à l'ordre du jour, mais que d'aucuns auraient aimé aborder en coulisses – notamment à l'occasion du sommet, mercredi, entre l'Union et la Chine. Wen Jiabao a insisté sur la nécessité de maintenir les taux de change des principales monnaies de réserve *« relativement stables »*. Une fin de non-recevoir, donc. Le Premier ministre chinois a même contre-attaqué, en dénonçant la tendance au *« protectionnisme »* en Europe, et en demandant *« davantage de représentation pour les pays en développement »* dans les institutions financières internationales. La Chine s'est ainsi fait le porte-parole des pays émergents, qui jugent l'influence de l'Europe excessive au sein du FMI.

Le sommet ASEM, qui se tient tous les deux ans depuis 1996 et accueillait cette année trois nouveaux membres – la Russie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande – prendra fin ce mardi. Les observateurs attendent peu d'avancées concrètes. Mais Wen Jiabao n'aura pas perdu son temps : il visitera ensuite ses homologues à Rome et à Ankara. Objectif : renforcer la coopération économique entre la Chine et la Turquie. ■

D. B. (avec afp)

FAITS DU JOUR

Pas de rencontre prévue entre la Chine et le Japon
Le Premier ministre japonais Naoto Kan et son homologue chinois Wen Jiabao n'ont pas prévu d'entretien formel en tête-à-tête pour tenter de résoudre leur crise diplomatique en marge du sommet. Les deux hommes pourraient toutefois avoir un échange informel dans la grande salle où se tiennent les réunions plénières. (afp)

Appel à la junte birmane Le sommet appellera la Birmanie à libérer les prisonniers politiques et demandera que les élections du 7 novembre soient « *libres, équitables et ouvertes* » à tous, selon un projet de communiqué prévu pour être adopté ce mardi. Selon Amnesty International, quelque 2.200 prisonniers politiques sont détenus en Birmanie. (afp)

« Les grosses entreprises ne peuvent pas accaparer tout le pouvoir d'influence »

En marge du sommet des chefs d'État Europe – Asie, se tenait à Bruxelles un autre forum beaucoup moins médiatique et sécurisé : celui des « peuples d'Asie et d'Europe ». 400 délégués issus de mouvements sociaux et de la société civile de 35 pays étaient réunis pour échanger leurs points de vue sur 4 thèmes centraux : souveraineté alimentaire, travail décent, commerce international et changement climatique. A l'issue de leur réunion, ils ont rédigé des recommandations à l'adresse des dirigeants de l'ASEM afin qu'ils posent *« de nouvelles bases pour les relations entre Europe et Asie »*.

« Nous voulons être un contre-pouvoir. Montrer que nous sommes là, martèle Christa Wichtenich, de l'ONG allemande Wide. *On ne peut pas accepter que tout le pouvoir d'influence soit accaparé par les grosses entreprises »*.

« L'Europe a souvent eu pour principe "ce qui est bon pour le big business est bon pour nous", poursuit un participant. *On a vu ce qu'il en a été lors la crise bancaire. Il faut mettre un terme à cette idéologie ». « Cette crise puise ses racines dans le manque de régulation des grandes sociétés*, ajoute Charles Santiago, député malaisien et directeur du think tank MSN. *Si on veut améliorer la qualité de vie des citoyens, aussi bien en Asie qu'en Europe, il faut contrôler ces sociétés plutôt que d'augmenter encore leur pouvoir »*. Le Forum des peuples demande des avancées concrètes sur le thème de la régulation financière mais aussi sur une taxation des transactions financières.

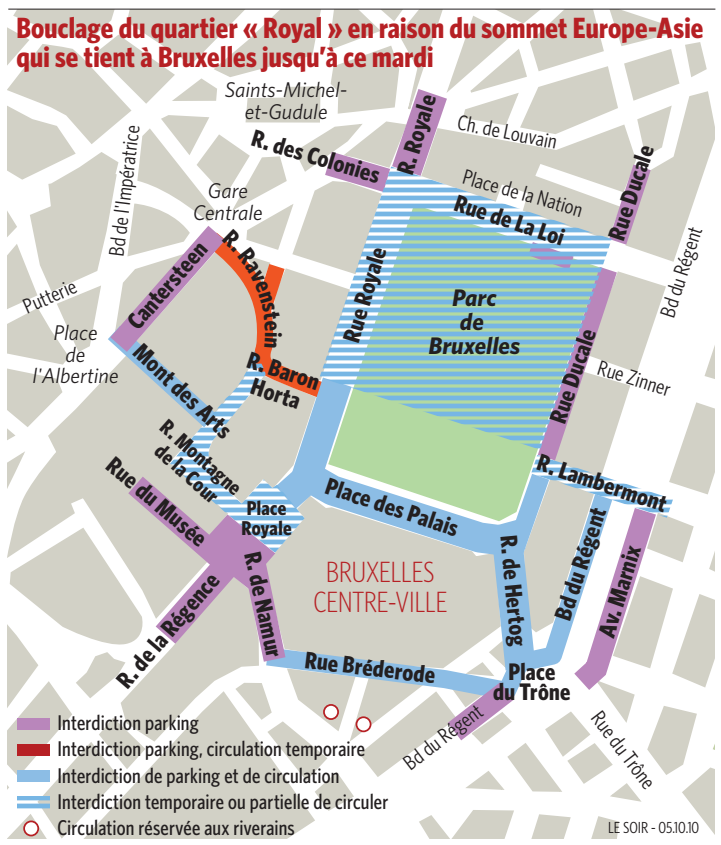
« On va de bulle en bulle »

« En 1997, on a eu la crise asiatique, explique Charles Santiago. *Dix ans plus tard, on a de nouveau une crise. On va de bulle en bulle. Il faut trouver des solutions à ces crises qui touchent tous les 10 ans les peuples d'Asie et d'Europe. »*

La revendication d'un commerce mondial plus juste est aussi présente. *« La libéralisation du commerce est vue par l'Europe comme une solution pour doper sa croissance*, explique Christa Wichtenich. *Mais elle a pour conséquence de limiter la possibilité pour les pays en voie de développement de protéger leur industrie, leurs fermiers... en les exposant directement à la concurrence des grands groupes. »*

Au cœur des récriminations des ONG : l'accord de libre-échange que l'Union européenne négocie pour l'instant avec l'Inde. *« Ce pays est un grand producteur de médicaments génériques bon marché à destination des pays en développement. L'Europe cherche à lui imposer un cadre beaucoup plus strict en matière de droits de la propriété intellectuelle ce qui rendra plus difficile la mise sur le marché de médicaments génériques et rendra toute une série de traitements – contre le sida notamment – totalement impayables dans certains pays. »* ■ **JEAN-FRANÇOIS MUNSTER**

Bouclage du quartier « Royal » en raison du sommet Europe-Asie qui se tient à Bruxelles jusqu'à ce mardi



[les gens]

Zapatero perd la bataille de Madrid

Un de ses collaborateurs l'a affublé du surnom « d'Obama de Parla ». Parla, pour la petite ville de la région de Madrid dont il est le maire. Obama, pour le parallèle entre sa lutte contre l'establishment socialiste, lors des primaires pour désigner le candidat du parti aux élections régionales de mai prochain, et celle menée en son temps contre Hillary Clinton par l'actuel président américain.

Tomas Gomez (ph.), 42 ans, est sorti vainqueur, ce dimanche, de son duel avec Trinidad Jimenez, ministre de la Santé et proche du chef du gouvernement, José Luis Rodriguez Zapatero. Avec 51,8 % des votes des militants socialistes madrilènes, Gomez a gagné le droit d'affronter l'actuelle présidente de la région de Madrid, Esperanza Aguirre, pour essayer de récupérer une communauté dirigée depuis 15 ans par les conservateurs.

Tomas n'avait pas la faveur des pronostics mais il est têtu. Quand Trinidad Jimenez a annoncé sa candidature à la fin de l'été, le secrétaire général du Parti socialiste de Madrid (PSM) a refusé de s'effacer. Ni la pression de Zapatero ni les sondages défavorables ne l'ont fait changer d'avis. Après trois ans dans l'ombre à reconstruire une formation traumatisée par des échecs répétés, il a résisté au parachutage de dernière minute.

Ironie de l'histoire, la victoire de Gomez rappelle celle d'un certain Zapatero en 2000. L'actuel chef du gouvernement avait alors déjoué tous les pronostics pour devenir secrétaire général du PS espagnol. Aujourd'hui, le Premier ministre apparaît affaibli par un revers interprété par beaucoup comme un vote de défiance des militants socialistes à l'encontre du gouvernement.

GUILLAUME BONTOUX, à Madrid

© EPA.